



COMMISSION EUROPÉENNE

DIRECTION GÉNÉRALE SANTÉ & PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Direction F - Office alimentaire et vétérinaire

Le Directeur

Grange, le
D(2002)

NUMÉRO DE RÉFÉRENCE: DG(SANCO)/8620/2002– RS FR

**EXTRAIT DU RAPPORT CONCERNANT UNE MISSION DE L'OFFICE
ALIMENTAIRE ET VÉTÉRINAIRE**

EFFECTUÉE AU ROYAUME-UNI

DU 4 AU 5 FEVRIER 2002

DANS LE DOMAINE DES POSTES D'INSPECTION FRONTALIERS

NB. Le texte qui suit est la traduction résumée d'une partie du rapport de mission original (réf. n° DG(SANCO)/8620/2002). Destiné à être consulté par les visiteurs de ce site, il n'a cependant aucune valeur officielle. En tout état de cause, il convient de se reporter au texte intégral du rapport de mission original.

Conclusions

Généralités

Les dispositions de la directive 97/78/CE du Conseil relatives aux produits de la pêche destinés à la consommation humaine et des décisions 2000/25/CE, 2000/208/CE et 2000/571/CE de la Commission qui y sont liées ne sont pas transposées dans la législation écossaise.

Le manuel d'instructions de l'autorité locale n'est pas entièrement conforme à l'agrément proposé.

Il n'y a pas de système formalisé en place pour la supervision des installations, des équipements et des procédures de travail des PIF en Écosse. L'inspection des PIF est programmée, mais n'a pas encore débuté.

Organisation vétérinaire

Le personnel du PIF est en nombre suffisant, mais aucune formation n'est dispensée, notamment en matière de procédures des contrôles vétérinaires à effectuer dans le PIF, comme l'exigent l'article 1 de la décision 93/352/CEE de la Commission¹ et l'annexe II de la directive 97/78/CE du Conseil. La coopération entre les autorités compétentes au niveau du PIF (p. ex. l'autorité locale et l'autorité centrale SEERAD/DEFRA) n'est pas totalement assurée.

Installations

Les installations sont acceptables par rapport aux exigences liées à l'agrément demandé pour les produits de la pêche, congelés et emballés, propres à la consommation humaine.

Équipements

Les équipements de base nécessaires à la réalisation des contrôles vétérinaires sont en place, mais certains équipements administratifs et techniques sont incomplets, ce qui n'est pas conforme à l'article 2, paragraphe 1, de la décision 2001/812/CE de la Commission², ni au paragraphe 1 de l'annexe de cette même décision.

Hygiène

L'hygiène est satisfaisante, mais pas encore en totale conformité avec l'article 4, paragraphe 1, de la décision 2001/812/CE de la Commission.

Documentation et enregistrements

La documentation et les enregistrements sont incomplets, ce qui n'est pas conforme aux paragraphes 3 et 4 de l'annexe de la décision 2001/812/CE de la Commission. L'enregistrement des lots importés et réexpédiés n'est pas conforme aux décisions 97/394/CE et 97/152/CE de la Commission.

Identification, sélection et notification des lots

Le système prévu qui devait être en place est incomplet, car il ne garantit pas que le personnel du PIF aura en permanence une vue d'ensemble complète permettant de savoir quels lots soumis aux contrôles vétérinaires entrent dans le pays, sont en transit ou font l'objet d'une procédure de transbordement dans le PIF. En particulier, tous les manifestes et les vérifications de recoupement avec les notifications préalables effectuées à l'arrivée des lots ne seront pas transmis au personnel.

¹ JO L 144 du 16.6.1993, p 25.

² JO L 306 du 23.11.2001, p. 28-33.

Procédure pour les contrôles vétérinaires, décision concernant les lots, transit, transbordement, entrepôts douaniers, fournisseurs d'équipements maritimes, frais d'inspection et de contrôle

Bien que ces procédures ne soient pas encore applicables, il est à craindre que la législation de l'Union européenne relative à la procédure des contrôles n'ait pas encore été transposée. Concernant les frais, il n'était pas garanti que leur montant et leur paiement seraient conformes aux dispositions des directives 96/43/CE et 97/78/CE du Conseil.

Déchets culinaires

Les produits des moyens de transport opérant au niveau international destinés à la consommation de l'équipage ou leurs déchets culinaires ne sont pas détruits dans des établissements agréés conformément à la directive 90/667/CEE du Conseil, lorsqu'ils sont débarqués.

Évaluation générale

Le PIF proposé dispose de nouvelles installations construites conformément aux exigences à remplir pour l'agrément demandé pour des produits de la pêche congelés et emballés. Quelques déficiences mineures ont été notées en ce qui concerne les équipements et l'hygiène.

Le PIF fonctionnera sous la direction du responsable de la santé de l'environnement de l'autorité locale; le personnel est en nombre suffisant et très motivé, mais il faut une formation du personnel, notamment aux procédures applicables dans le PIF. La documentation et les enregistrements sont incomplets et les frais d'inspection n'ont pas encore été fixés. Il y a un problème de non-transposition de la directive 97/78/CE du Conseil et des décisions 2000/25/CE, 2000/208/CE et 2000/571/CE de la Commission qui y sont liées, qui ne sont pas transposées dans la législation écossaise comme l'indique l'autorité compétente.

Le PIF proposé dans le port de Peterhead (sur la Princess Royal Jetty) pourrait être agréé pour les produits HC-T(FR), soit uniquement pour les produits de la pêche congelés et emballés propres à la consommation humaine, si les déficiences susmentionnées peuvent être corrigées.

Recommandations

Au Royaume-Uni

Il est recommandé aux autorités compétentes du Royaume-Uni de répondre, dans un délai d'un mois à compter de la réception du rapport final, en donnant des garanties satisfaisantes et en détaillant les mesures prises et prévues (plan d'action) pour que toutes les déficiences mentionnées dans le présent rapport concernant le PIF proposé dans le port de Peterhead soient corrigées.

À la Commission européenne

Il est recommandé aux services de la Commission d'envisager d'agréer le PIF proposé dans le port de Peterhead pour les produits HC-T(FR) avec les mentions spéciales (1), (2) et (3), soit pour les produits de la pêche, congelés et emballés, propres à la consommation humaine, si des garanties satisfaisantes concernant la correction des déficiences observées sont fournies par l'autorité du Royaume-Uni.

Addenda

Réponse de l'autorité compétente à la recommandation figurant dans le rapport

Réponse à la recommandation faite au Royaume-Uni

Point 5.1.2.: En attendant que la directive 97/78/CE du Conseil, ainsi que les décisions 2000/25/CE, 2000/208/CE et 2000/571/CE de la Commission, soient transposées, des instructions administratives reprendront les exigences correspondantes. Il a été dressé un plan d'inspection de tous les PIF en exploitation en Écosse et ceux-ci devraient faire l'objet d'une visite d'inspection vétérinaire d'ici novembre 2002.

Point 5.2.1.: Le guide du PIF édité par l'autorité locale a été mis à jour et sera distribué au personnel vétérinaire local pour toutes modifications complémentaires nécessaires d'ici fin avril 2002.

Point 5.2.2.: Une journée de formation initiale est prévue avant la fin du mois d'avril 2002. Les besoins en formation du personnel de l'autorité locale qui inspectera les lots importés seront passés en revue et une formation complémentaire dispensée par du personnel vétérinaire local sera mise en place si nécessaire.

Point 5.2.3.: La coopération entre les douanes, les autorités du port et le personnel de l'autorité locale sera contrôlée par le personnel vétérinaire local après la mise en service du PIF.

Point 5.2.5.: Un photocopieur A3 a été acquis et un pont-bascule sera mis à disposition dans la zone contrôlée des docks proche du PIF pour le 8 avril 2002.

Point 5.2.6.: Les déficiences en matière d'hygiène ont déjà été corrigées (une poubelle a été acquise, le distributeur de désinfectant réparé et un écran anti-mouches installé aux fenêtres du local d'inspection).

Point 5.2.7.: Les déficiences identifiées au niveau de la documentation et des enregistrements sont en cours de correction par les inspecteurs de l'autorité locale, conseillés par le personnel vétérinaire local. Ce point sera également traité lors de la journée de formation qui aura lieu avant la fin avril 2002, afin d'assurer que la documentation et les enregistrements soient pleinement conformes aux exigences à remplir pour le PIF d'ici là.

Point 5.2.9.: Lorsque le PIF sera opérationnel, le bureau vétérinaire local vérifiera si le montant des frais et les modalités de paiement sont conformes aux directives 96/43/CE et 97/78/CE. Ce sujet sera également abordé dans la formation prévue.

